

janvier /
juin
2008
N°6



Lettre de l' AISLF

Association Internationale des Sociologues de Langue Française

Éditorial

D'un congrès à l'autre

Quatre années : le temps d'un bilan dont on peut retenir quatre points principaux.

Le premier est l'augmentation du nombre de nos membres, passés de 1 400 en 2004 à 1 650 en 2008. S'il en fallait une preuve, cela suffit à montrer qu'une association internationale francophone a toujours sa place en sociologie.

Un second est, grâce à l'action de notre secrétaire général et de notre secrétaire générale adjointe, le développement de notre politique de communication : un site actualisé en permanence, une *Lettre* qui vous rend compte

tous les semestres de la vie de l'association, un petit bulletin qui, tous les quinze jours, suit l'actualité, une revue en ligne *SociologieS* dont le projet fut lancé par le précédent président Daniel Mercure et qui est maintenant inscrite dans le portail <revues.org>.

Le troisième élément tient au renforcement de notre inscription dans la francophonie qui constitue la spécificité de notre association. Dans le prolongement de ce qu'avait initié Renaud Sainsaulieu et qu'avaient repris Liliane Voyé et Daniel Mercure, nous avons en effet continué à mettre en oeuvre une conception ouverte de la francophonie dont le congrès organisé par le vice-président André Petitat à Istanbul constitue un exemple emblématique.

À ceci s'ajoute la constitution d'un réseau des responsables de filières francophones de sociologie, soutenue par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), qui devrait nous permettre, en parallèle avec l'activité scientifique portée par nos comités de recherche et groupes de travail, de prendre en charge les problèmes de formation et de professionnalisation des jeunes sociologues, ce qui, compte tenu du renouvellement démographique, représente un problème essentiel.

Le quatrième est la création de nouveaux CR et GT. Cinquante ans après sa création, l'AISLF a certes changé, mais sa vitalité actuelle augure bien de l'avenir.

Monique Hirschhorn

Sommaire

Éditorial	1
Activités du bureau	2
Activités des CR et GT	5
Dossier	14
Informations diverses	19

Activités du bureau

Décisions du Bureau de Liège, Belgique, avril 2008

Préparation du Congrès d'Istanbul

* Le nombre des propositions de communication enregistrées est de 1578. Le nombre d'inscriptions fermes est de 800 au 20 avril. Les programmes des sessions des CR et GT commencent à être mis au point. Ils seront mis en ligne avant le Congrès et, sur place, diffusés dans le programme définitif.

* Le montant des dépenses réalisées et engagées ne dépasse pas pour le moment celui des recettes déjà encaissées (inscriptions et subvention allouée). Si nous obtenons les subventions escomptées, cela permettra de faire face aux dépenses incompressibles, mais la situation sera beaucoup plus difficile si nous ne les obtenons pas.

* *Programme définitif* : il sera imprimé sur place. Les résumés des communications seront mis en ligne. Des changements sont intervenus chez les conférenciers à la suite de désistements.

* *Bourses* : 144 dossiers arrivés dans les délais. Le Comité a classé par ordre de priorité 21 dossiers en provenance du « Sud » (subventions ciblées de la Francophonie) à partir de critères de sexe, d'âge, de pays d'origine, de statut, d'institution, de l'existence de publications.

* *Prix du Jeune Sociologue* : 14 candidatures ont été reçues. Les membres du Comité se sont répartis les ouvrages, les évaluations ont été réalisées et la décision finale est sur le point d'être prise.

* *Demandes de réunions d'associations pendant le Congrès et de tables rondes supplémentaires* : les intégrer à des sessions des CR et GT dont les thèmes sont proches.

* *Réunions du bureau* : elles auront lieu le dimanche 6 juillet à 17H, le mardi 8 juillet à

18H30 (ordre du jour : validation des candidatures au Bureau et constitution du comité des élections) et pour le nouveau bureau le vendredi 11 à 14H. Proclamation publique des résultats le vendredi de 12H30 à 13H. Un projet de fiche de candidature standard est discuté et amendé.

* *Réunion du réseau institutionnel des formations de sociologues soutenue par l'AUF* : elle aura lieu le vendredi 11 de 16H30 à 18H30.

* *Les cinquante ans de l'AISLF* : Avant la célébration officielle en Sorbonne le 17 novembre, une séance du congrès y sera consacrée, le lundi 7 juillet de 16H30 à 18H. La présidente rappellera les grandes lignes de l'histoire de l'AISLF et une présentation des deux pères fondateurs de l'AISLF, Henri Janne et Georges Gurvitch sera faite par Francis Farrugia et Anne Van Haecht. Des textes des membres du premier bureau préfacés par des membres de l'AISLF seront publiés dans la rubrique « Découvertes / Redécouvertes » de la revue *SociologieS*. Le dossier de la *Lettre* n°7 reprendra des témoignages des membres du premier bureau recueillis à cette occasion par nos membres.

* *Librairie* : des éditeurs de sciences humaines (Parangon, Harmattan) devraient pouvoir tenir un stand. Il est demandé aux participants d'apporter pour consultation un exemplaire d'un ouvrage qu'ils veulent mettre en valeur et qu'ils laisseraient à l'université Galatasaray à la fin du Congrès.

Cinquantenaire de l'AISLF et première réunion du Bureau après le Congrès d'Istanbul

La manifestation du cinquantenaire aura lieu à Paris, en Sorbonne, salle Louis-Liard le **lundi 17 novembre 2008** de 15 à 18H, en présence du Président de l'université Paris-Descartes Axel Kahn. Elle comportera une conférence de Georges Balandier suivie d'une table ronde avec les présidents d'honneur de l'AISLF. La réunion du Bureau se tiendra à Paris le samedi 15 et dimanche 16 novembre.

Compte de résultat et bilan comptable 2007

Par comparaison avec d'autres années, le compte de résultat est marqué :

- au niveau des dépenses, par les premiers frais engagés pour le Congrès et par l'organisation du colloque de Dakar en avril

- au niveau des recettes, par l'obtention de bourses ciblées pour le colloque de Dakar qui gonflent artificiellement cette colonne

Le principal poste de dépenses continue à être le poste salarial (les déplacements et l'hébergement liés aux réunions de bureau sont pris en charge par les membres pour les déplacements et, dans la mesure du possible, pour l'hébergement, l'institution qui accueille le bureau) et les seules recettes de fonctionnement sont les cotisations (qui se maintiennent au niveau des années précédentes).

Le bilan indique un fond associatif en forte diminution.

Nouvelles candidatures

Le nombre de candidatures examinées atteint le chiffre record de 100. Une est refusée, ce qui porte à 99 le nombre des nouveaux membres (43 hommes et 50 femmes) venant : d'Allemagne 1, de Belgique 8, de Bolivie 1, du Brésil 2, du Canada 7, du Congo 1, de France 52, de France/Espagne 1, de France/Russie 1, de Grèce 1, d'Italie 1, du Liban 1, du Luxembourg 1, du Pologne 1, de Roumanie 2, de Suisse 3, du Togo 1 et de Turquie 14.

Revue *Sociologies*

Depuis la création de la revue le bilan des articles publiés est de 39 (6 dans la rubrique *Premier textes*, 16 dans la rubrique *Théories et recherches*, 7 dans la rubrique *Découvertes/redécouvertes*, 3 articles pour deux dossiers dans la rubrique *Débats* et un dossier de 7 articles dans la rubrique *Transferts*). Un petit nombre d'articles sont en évaluation ou en réécriture et 17 ont été refusés, retirés et abandonnés. Enfin une douzaine d'articles et deux dossiers sont en attente. Le Comité de rédaction sera renouvelé à l'occasion du Congrès selon la procédure décidée à la dernière réunion du Bureau.

Lettres de l'Aislf n°6 et n°7

* La *Lettre* n°6 datée de janvier-juin 2008 sortira avant le Congrès. Le dossier traitera de la sociologie turque.

* La *Lettre* n°7 sera datée de juillet/décembre 2008 et le dossier reprendra, comme indiqué supra, des témoignages des membres du

premier bureau. La rubrique *Ouvertures* sera consacrée au thème « Maroc et Francophonie »

Dynamique des CR et des GT

* Création de deux nouveaux GT formellement acceptée : le GT09 « Biotechnologies et destin de l'humain » (responsable membre de l'AISLF Isabelle Lasvergnas, UQAM, Québec). Et le GT11



« Petit entrepreneuriat et développement local » (responsables Pierre-Noël Denieul, Université de Paris 5, France et Mohamed Madaoui, CNAL-CNRS, France).

* Modification des objectifs et de l'intitulé du CR02 (pour mieux intégrer la dimension sociologie urbaine) également acceptée. Il s'appellera désormais « Sociologie urbaine : ville, sociétés et action publique ». À l'ancien groupe des responsables s'ajoute Jean-Yves Authier, Université Lyon 2, France.

* Projet du GT02 de demander sa transformation en CR et de s'orienter vers la problématique des migrations (thème qui a rencontré du succès dans les communications reçues pour le Congrès), en synergie avec d'autres groupes.

Questions diverses

Localisation du prochain congrès : deux possibilités sont envisagées : le Maroc ou la Belgique (Liège). Monique Hirschhorn et Didier Vrancken ont fait un court voyage au Maroc où ils ont rencontré Rahma Bourqia, sociologue, présidente de l'Université Hassan II à Mohammedia Casablanca, Mohammed Essaouri, sociologue, président de l'université de Kenitra, et Nabil Hamina, physicien, vice-président de l'université de Kenitra. Nos collègues marocains sont très favorables à l'organisation du Congrès de 2012 dans leur pays.

Odile Saint Raymond

Compte rendu de la rencontre avec les responsables de CR et GT, Paris, 26 janvier 2008

Pour cette rencontre entre le bureau de l'AISLF et les responsables des CR et GT destinée à faire le point et à échanger sur la préparation du Congrès, 20 CR et 10 GT étaient représentés et 8 membres du Bureau étaient présents.

* La présidente, Monique Hirschhorn a tout d'abord remercié toutes les personnes présentes de leur investissement et rappelé l'historique du choix du thème et du lieu du Congrès, décisions prises pour le lieu, par l'assemblée générale lors du Congrès de Tours en juillet 2004.

* Le vice-président en charge du Congrès, André Petitat, a rappelé les grandes lignes de la problématique et ses enjeux et souligné qu'elle a été fortement appropriée par la plupart des CR et des GT dans leurs appels à communication. Après un retour sur l'organisation des journées, la liste des grands conférenciers est donnée et les changements récents mentionnés :

* L'unité de lieu est à nouveau soulignée pour les sessions des CR et GT et les multiples avantages et agréments du Lycée Galatasaray rappelés.

* Les manifestations festives qui font (aussi) la réputation de nos Congrès seront au nombre de trois : une réception des responsables de CR et GT le lundi soir au Consulat de France et, sous condition d'obtention des financements, un soir à l'université Galatasaray au bord du Bosphore et un autre soir dans un jardin.

* Pour assurer la participation des collègues turcs non francophones, la traduction simultanée des séances plénières du matin sera assurée. Les traducteurs étant payés à la journée, il est possible d'envisager aussi la traduction d'une session chaque après-midi. Une trentaine de communications pourront donc être faites en turc. Il sera demandé aux responsables de CR et GT de favoriser la participation des membres de leur groupe à ces sessions qui seront

thématiques (les résumés auront été traduits au préalable).

* La question de l'équipement des salles des CR et GT pour PowerPoint n'est pas simple : idéalement il est demandé aux responsables de chaque groupe 1) d'identifier l'éventuel besoin d'un PowerPoint dans son CR/GT; 2) de s'assurer de la disponibilité d'un ordinateur portable (apporté par un membre du groupe); 3) de transmettre au secrétariat de l'Aislf le besoin d'un vidéo-projecteur. Mais la mise en oeuvre concrète d'un tel projet risque de se heurter à des problèmes de financement.

* Une plage de temps et des salles seront mises à la disposition des GT en cours de constitution, le congrès étant un moment idéal pour recruter des membres.

* Bourses : des dossiers sont en cours ou prévus auprès des instances de la Francophonie (AUF et OIF) pour des boursiers des pays du Sud et d'Europe de l'est uniquement ; le Fonds Yvonne-Roux constitué par l'AISLF est doté de 2600 Euros, et quelques bourses sont attendues venant de Suisse. Pour avoir un nombre maximum de bourses, il est donc impératif de mobiliser dans toute la mesure du possible les laboratoires, les Écoles doctorales, etc.

* Après consultation des présents, il est décidé de repousser la date limite d'envoi des propositions de communication au 15 mars.

* Pour faciliter le déroulement de l'AG, des modalités de dépôt des candidatures ont été mises en place par le bureau. Voir la *Lettre* de l'Aislf n°5, rubrique « Informations diverses ».

* Vers la fin du Congrès, le vendredi 11 après-midi ou le samedi 12 au matin aura lieu la réunion constitutive du réseau institutionnel impulsé par l'AISLF des responsables de filières de sociologie francophone (cf. le dossier de la *Lettre* de l'Aislf n°4). Ce réseau cherchera à



être rattaché à terme à l'AUF (Agence universitaire de la Francophonie).

* Jean-Yves Le Talec, maître d'œuvre du site du Congrès et de la gestion en ligne des propositions de communication, en présente en direct les grandes lignes et le mode fonctionnement. Il est rappelé qu'il faut envoyer le plus rapidement possible l'avis d'acceptation des communications.

* Marc-Henry Soulet, rédacteur en chef de la revue de l'AISLF *SociologieS* rappelle les principes adoptés par le bureau pour la mise en place d'un comité de rédaction définitif lors du Congrès :

- les responsables des CR et des GT seront contactés par lettre circulaire entre mars et mai 2008 pour leur demander de proposer des candidatures pour le comité de rédaction ;
- l'examen des propositions sera fait par le Comité de rédaction existant qui cooptera des nouveaux membres représentant les CR et GT ;
- la composition du nouveau Comité sera soumise pour approbation en AG dans le rapport d'activité du Secrétaire général.

* Le Bureau actuel a souhaité améliorer le fonctionnement de l'AG dont les élections représentent le moment fort en mettant au point des procédures nouvelles de dépôt de candidatures :

- il sera demandé aux personnes intéressées de remettre leur candidature, le plus tôt possible dès l'ouverture du Congrès, sous la forme d'un document écrit standardisé d'une page comportant les points suivants : leur profil scientifique, la nature de leur ancrage institutionnel, leur participation antérieure, si elle existe, aux activités de l'AISLF, leur possibilités de contribution au développement de l'association dans leur zone géographique ;
- ces présentations écrites de candidature seront affichées, conformément au règlement, 48 h avant les élections dans une salle réservée à cet effet du Lycée Galatasaray où se tiendront toutes les sessions des après-midi ainsi que l'AG, soit le mardi 8 juillet à 14H ;
- lors de l'AG elle-même, ces présentations écrites seront distribués aux participants, ce qui permettra à chaque candidat de n'en souligner que les points essentiels.

Odile Saint Raymond

Activités des CR et des GT

Colloques organisés par les CR et GT au deuxième semestre 2007

L'âge et le pouvoir en question. Intégration et exclusion des personnes âgées dans les décisions publiques et privées

10 et 11 septembre 2007, Paris, France

Les 10 et 11 septembre 2007 ont eu lieu à Paris des Journées d'études internationales ayant pour thème *L'âge et le pouvoir en question. Intégration et exclusion des personnes âgées dans les décisions publiques et privées*. Ces rencontres ont été initiées par le CR 6 *Parcours de vie et vieillissement de l'AISLF*, le Réseau thématique 7 de l'Association Française de Sociologie (AFS), ainsi que le Réseau d'Étude International sur l'Age, la Citoyenneté et l'Intégration Socio-économique (REACTIS). Elles ont été accueillies par le laboratoire GEPECS de l'Université Paris V René-Descartes.

Plusieurs réseaux se sont donc associés pour organiser et donner vie à ces Journées, avec un rôle clé joué par l'un ou l'autre membres aux multiples appartenances. Une des manières de fonctionner des CR et des GT de l'AISLF est de s'associer à d'autres, ici par exemple un réseau national, pour organiser des manifestations communes. Même si la rencontre parisienne en a été grosso modo exempte, le risque existe que dans ces alliances l'aspect national ne prenne une place prépondérante et que soit réduite à la portion congrue la dimension internationale, raison d'être de l'AISLF. L'attention sur ce point doit être de rigueur. Pour éviter une vision trop étroitement « nationale », un des moyens est d'encourager les présentations adoptant une approche comparative, un genre de travaux dont on peu

regretter qu'il n'ait pas été davantage présent lors des Journées. Une relative absence qui reflète, au demeurant, la prédominance des approches microsociologiques au sein de la sociologie du parcours de vie et du vieillissement.

Les CR et les GT de l'AISLF peuvent aussi servir d'incubateur à des projets qui, par la suite, se développent de manière autonome et ont leur vie propre. C'est un peu ce qui s'est passé avec le REACTIS, dont certains de ses membres se sont rencontrés autour d'un intérêt de recherche commun grâce à, ou dans le cadre du CR 6. La production intellectuelle de l'AISLF ne réside donc pas seulement dans ces activités propres (colloques, publications, etc.), mais aussi dans ce que l'on pourrait nommer des « produits dérivés », dont elle est si ce n'est un (des) parent(s), du moins un (des) facilitateur(s). Voilà ce qui ne transparait pas toujours dans les rapports d'activité d'une association comme l'AISLF, et qui, pourtant, contribue à en faire la valeur et l'intérêt.

Je ne saurai ici rendre compte de la richesse du contenu de ces Journées, réellement impressionnante par la qualité des intervenants et la diversité des réflexions et des « terrains ». L'âge, au delà de son apparente simplicité, n'est que le « marqueur » d'un ensemble de processus (biologiques, psychologiques, sociaux, historiques) aux relations complexes, dont la sociologie du parcours de vie et plus largement le paradigme du développement humain n'ont fait qu'entamer la description et compréhension. Quant au pouvoir, dans sa double composante de « pouvoir de » et de « pouvoir sur », il est relations (qu'il façonne en même temps qu'il est façonné par elles) et processus (on peut en acquérir ou en perdre...). Il y avait de l'ambition et une bonne dose de novation à vouloir les penser ensemble

Même si ces Journées n'ont pas permis de faire, comme on dit, le tour de la question, elles ont témoigné de l'intérêt et de la portée du questionnement, et, osons le croire, donner l'envie de le prolonger et approfondir.

Jean-François Bickel
jean-francois.bickel@unifr.ch

Figures contemporaines de la transmission **10 et 11 septembre 2007, Namur, Belgique**

Près d'une centaine de chercheurs, venus d'Europe mais aussi d'Amérique du Nord, d'Amérique latine, d'Égypte se sont réunis à Namur (Belgique) en septembre dernier à l'initiative du CR30 « Inégalités, identités et liens sociaux » de l'AISLF et du Département de sciences politiques, sociales et de la communication des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix, afin de dessiner les visages de la transmission d'aujourd'hui.

Classiquement, le concept de transmission permet à la fois de poser la question de la définition et de la construction des identités individuelles, familiales et sociales. La transmission témoigne ainsi de la singularité d'une histoire, entre le poids de l'héritage et la liberté individuelle, mais également des processus socio-historiques. Dans ce sens, la transmission est avant tout une passation, dans un rapport à l'autre, dans une nécessaire relation.



Mais si la construction de soi se faisait hier sur une prise de distance par rapport à un modèle normatif puissant, cohérent, stable et institutionnalisé dans une société hiérarchisée, les expériences de vie d'aujourd'hui s'éloignent des standards normatifs prédéfinis. L'enjeu de la transmission s'en voit alors profondément bouleversé. C'est à la fois dans le mode de transmission et dans le contenu de la transmission que se joue le changement social, au cœur des modèles de légitimité.

Dans ce sens, on s'éloignerait encore davantage que précédemment d'une forme de transmission linéaire où la génération précédente connaîtrait les codes et les contenus de la transmission pour davantage la construire dans un processus de rencontre et de partages d'expériences de vie. Cette fluidité sociale n'est cependant qu'apparente parce que la transmission et, par là, la construction de soi, n'est finalement pas

un jeu totalement ouvert où chaque individu agit comme une sorte d'électron libre, détaché du social. Peut-être est-ce dans ce paradoxe que l'individu doit jouer entre, d'un côté, un impératif social fort de construction de soi au cœur d'une dynamique d'individualisation et, d'un autre côté, les contraintes du social qui lui imposent de s'inscrire dans un univers terriblement balisé : ces contraintes viennent alors entraver le processus de subjectivation du sujet en lui rappelant, parfois de manière détournée, qu'il ne peut agir en dehors d'elles. Cette cohérence est également à construire dans une inscription collective, au cœur des identités culturelles : comment appartenir à une tradition, s'inscrire dans le cycle long des destinées tout en appartenant à un monde en mouvement ?



Comment continuer dans le changement ? Se pose alors la question de la rupture, mais aussi celle de la réappropriation dans le processus de transmission. Comment porter le poids de l'histoire, non pas comme un fardeau, mais comme une quête, parfois désespérée, de s'inscrire dans ce qui fait culture ? S'inventer tout en ne trahissant pas, s'inscrire tout en existant soi-même. S'accrocher, parfois désespérément, aux codes, normes et autres valeurs, c'est avant tout chercher à appartenir à un monde stable, cohérent, loin du sentiment de solitude ou d'isolement : dans la chaleur du collectif.

Par ailleurs, la question de la transmission se pose également au cœur d'autres collectifs, notamment au cœur des métiers. Certes, la transmission dans les espaces professionnels est avant tout une transmission du savoir, des gestes et des postures qui font le quotidien, mais elle s'inscrit également dans le poids de la tradition, dans une longue histoire humaine. L'identité de métier se nourrit du poids du passé et de l'inscription longue dans le temps. Appartenir à un collectif de travail, c'est alors pouvoir s'inscrire dans une chaîne humaine dans laquelle Ego n'est qu'un maillon, scellant par là un avant et un après. Mais l'instabilité des collectifs de travail qui prédomine aujourd'hui,

dans un contexte de changement perpétuel, ne peut garantir la sauvegarde de la mémoire collective, ni des techniques utilisées, ni des savoirs cumulés. Le temps, valeur centrale de la socialisation professionnelle, se perd dans les méandres de l'instant, privant par là le collectif des formes de transmission classiques. La procédure remplace alors la fonction socialisatrice du temps en institutionnalisant, dans des parcours d'écolage ou d'apprentissage, la transmission laissée, jusque là, à l'appréciation des aînés.

Bien entendu, l'institutionnalisation de la transmission n'est pas réservée aux seuls collectifs de travail. Mais ce qui est

intéressant, c'est que les logiques de transmission, lorsqu'elles s'institutionnalisent, reposent bien souvent sur des formes de violence symbolique. Plus exactement, si la transmission instituée repose sur des principes de légitimation, socialement partagés, il n'empêche que leur imposition, dans des cadres structurés et définis, engendre un inévitable processus de collectivisation, laissant peu de place pour le jeu des acteurs sociaux. On se retrouve dès lors face à des figures de transmission qui ne peuvent s'exprimer qu'à l'intérieur d'un dispositif obligatoirement castrateur, qui contraint les acteurs sociaux à jouer à l'intérieur même du dispositif.

À travers la richesse des exposés présentés, ce colloque a permis, s'il y en avait besoin, de confirmer toute la pertinence théorique et empirique du concept de transmission...

Nathalie Burnay
nathalie.burnay@fundp.ac.be

Déclin de l'institution ou nouveaux cadres moraux ? Sens critique, sens de la justice parmi les jeunes
22 et 23 octobre 2007, Lyon, France

Ce colloque relève d'une initiative commune du Comité de recherche n°7 de l'AISLF « Éducation, Formation, Socialisation » et du réseau « Sociologie des Institutions » de l'Association

Française de Sociologie. Tous deux ont vu se développer des travaux sur la socialisation politique de la jeunesse. Pour l'AFS, les études s'inscrivent le plus souvent dans la problématique de la crise de l'institution dont François Dubet a présenté une relecture en ouverture du colloque. Du côté de l'AISLF, la référence est plutôt l'anthropologie des compétences de justice. Patrick Rayou a déplacé leurs propositions en identifiant chez les jeunes un sens ordinaire de la justice qui n'exige pas le travail de désingularisation qu'impliquent les traditions politiques adultes. Il a présenté en conclusion une nouvelle conséquence de cette position : une certaine façon de « fermer les yeux » sur des différences qui risqueraient de mettre en cause le sentiment de communauté. Le but du colloque était de faire le point sur ces différents travaux et de les confronter à d'autres démarches : les réflexions sur les générations, le renouvellement de la notion de « capital social ». Ce bilan permet de dégager quelques pistes nouvelles.

Vincenzo Cicchelli attire l'attention sur un phénomène déjà analysé dans d'autres domaines. Les recherches des années 1980 et 1990 ont mis en évidence l'absence de droits réels des élèves. La rhétorique managériale place cette question au centre du débat. Elle impose tout ensemble, pour les institutions, une obligation de faire participer les acteurs et, pour les jeunes, une obligation d'engagement. Même si la réalité est assez loin de ces injonctions, cette récupération des résultats de la recherche par le management impose un repositionnement aussi bien épistémologique que méthodologique des démarches de recherche.

De même, le déplacement qu'implique la comparaison internationale ouvre des perspectives essentielles. Le travail de Jean-Paul Payet sur l'Afrique du Sud, celui d'Andrea Maccarini sur l'Italie, la comparaison entre la France et le Royaume-Uni présentée par Maroussia Raveaud montrent l'importance des

traditions de socialisation politique de chaque pays.

Enfin, d'autres travaux illustrent la manière dont les conceptualisations portées par les « politiques du proche » pouvaient renouveler l'approche des compétences politiques de la jeunesse et de ses formes originales de mobilisation. C'est le cas en particulier de celle de Marc Breviglieri et de Joan Stavo-Debaugé.

Ces deux orientations inspireront sans aucun doute d'autres travaux et d'autres rencontres. Un ouvrage collectif est en préparation, qui rendra compte des principales orientations développées lors du colloque.

Jean-Louis Derouet
derouet@inrp.fr

Les temps des politiques sociales 22 et 23 novembre 2007, Fribourg, Suisse

Le temps : une énigme tant physique que philosophique. Une métaphore vivante pour la poésie, et une réalité sociale variable pour le sociologue. La perception hétérogène du temps se trouvait au centre des préoccupations du colloque « Les temps des politiques sociales » organisé en novembre 2008 par la Chaire francophone du Département travail social et politiques sociales, dans le cadre des activités du Groupe de travail 19 « Sociologie de l'action sociale » de l'Association internationale des sociologues de langue française. La minute qui dure une heure et l'heure qui dure une minute, représentation du « temps qui passe » selon les lieux, les moments, les expériences vécues..., et reflet d'une effective confusion linguistique, ne sont qu'une infirme partie de la confrontation de la sociologie à la notion du temps, qui traverse aussi le rapport à l'Autre et au monde (social et physique).

Bien que le mois de novembre ne soit pas le temps des cerises, les feuilles d'automne ont malgré tout « poétisé » cette rencontre, en prenant des couleurs du temps particulièrement mémorables tant pour les organisateurs que nous fûmes que pour les participants,



puisqu'aux feuilles d'automne, se sont superposées les feuilles de routes, pour toutes celles et tous ceux venant de France, de Belgique, de Québec et d'ailleurs. Nous tenons à saluer particulièrement les participant-e-s qui ont bravé non les conditions atmosphériques mais celles d'une grève des transports français. Ce fut donc un colloque bien nommé puisque le temps fut bien au cœur des discussions tant formelles qu'informelles, avec les temps du voyage, les temps des détours et bien entendu, pour finir, les temps des politiques sociales. Le Temps n'avait tout simplement pas suspendu son vol...

Mais s'agit-il encore du Temps ? Le poète ne nous induit-il pas ici en erreur, comme a pu le faire en son temps Jean Dufour, contemporain d'Émile Durkheim. Je ne me souviens pas d'ailleurs que nos classiques (en sociologie) se soient vraiment emparés de cette question du Temps. Signe des temps contemporains sans doute, où l'objectif est d'aller toujours plus vite, et notamment plus vite que la lumière. Un clin d'œil ici au Facteur Temps, incarné par le Professeur Étienne Klein, physicien au Commissariat à l'énergie atomique, qui a conclu le colloque avec un questionnement aussi relevé que critique. Parce qu'il y a un fossé que nous connaissons tous entre l'usage quotidien d'un vocable et son usage scientifique, et que le Temps constitue sans nul doute l'un de ces concepts les plus polysémiques, sans que nous ne prenions toujours garde à le définir.

De *Care* à *Kairos*, de *Melancholia* à *Urgence*, le temps a su mobiliser et nous tenir en haleine. Hétérogénéité temporelle, conflictualité temporelle, écartèlement temporel... autant de références qui ont animé et interpellé les chercheurs, sachant que le Temps passe, à jamais irréversible. Nos discussions sociologiques ne sauraient d'ailleurs épuiser un concept aussi fécond qu'insaisissable. Nous avons mis notre colloque sous le signe de l'interrogation critique reprenant en cela à la fois l'enseignement très kantien selon lequel il n'y a pas de pensée sans communication, sans confrontation avec d'autres pensées et l'enseignement très poppérien de la nécessité de la reprise critique à des fins d'approfondissement théorique. Les différents acteurs de ce colloque se sont prêtés à ce jeu critique, donnant à cette rencontre la tonalité

de la réflexion jamais achevée, et l'inscrivant ainsi comme bref instant dans le long cours de la réflexion. Bref instant qui se verra bientôt à jamais inscrit sur les pages blanches d'un livre de petit format, ou sur les pages colorées d'un livre virtuel. Le temps entre tradition et modernité...

r

Nous espérons que les participants et participantes conserveront l'image d'un colloque riche tant du point amical que théorique. En quelque sorte, fixeront sur les plaquettes du souvenir, et pour faire un clin d'œil à la physique, *la flèche du temps*.

Viviane Châtel
viviane.chatel@unifr.ch



**Transactions sociales et Sciences de
l'Homme et de la Société**
13 décembre 2007, Dunkerque, France

Cette journée d'études était organisée conjointement par l'Institut des Mers du Nord (EA 1702, ULCO, MRSH Dunkerque) et le CR 21 « Transactions Sociales » afin de préparer le congrès d'Istanbul pour le CR, de faire un point sur quelques travaux en cours mobilisant l'approche transactionnelle, enfin de réfléchir autour du concept de transaction avec une approche transdisciplinaire.

Cette journée a réuni une dizaine de communicants, issus de plusieurs champs disciplinaires – Géographie, Économie, Architecture et Sociologie – et s'est déroulée devant une assistance aussi attentive que diverse dans ses origines – universitaires, doctorants, professionnels du travail social et de la politique de la ville. Deux axes réflexifs ont été privilégiés.

Lors de la séance matinale, l'interrogation fut celle de la transaction sociale comme concept interdisciplinaire. L'intention fut de mesurer la mesure selon laquelle ce concept de transaction a une définition spécifique dans chaque discipline ou est fédérateur par-delà les disciplines. L'avant-propos de l'historien Bruno Bethouard, les réflexions des économistes Elodie Bertrand et Christophe Beaurain sur la transaction dans l'économie institutionnaliste américaine de Commons à Coase, les interventions de Sabine Duhamel, Peggy Hellequin ou Iratxe Calvo-Mendieta sur la mobilisation possible du concept par la géographie humaine, les travaux de Josiane Stoessel-Ritz sur l'économie politique des pratiques, de Maurice Blanc sur la genèse du concept en sociologie, enfin de Franck Dorso sur la tension entre paradigme et outil inhérente à la transaction sociale, tous ont fait émerger des pistes de convergence et de possibles espaces transdisciplinaires de pertinence heuristique.

Lors de l'après-midi, restant essentiellement au sein de la discipline sociologique, la question fut posée de la redéfinition ou de la réinterprétation du concept de transaction sociale par son application à de nouveaux champs et objets sociologiques. La communication de Jérôme Boissonnade sur les rassemblements de jeunes dans la Cité proposant une réflexion sur la pertinence de la transaction dans une sociologie pragmatique fut confrontée à celle de Christophe Gibout sur les loisirs auto-organisés des jeunes urbains analysés au prisme d'une réflexion sur l'expérience transactionnelle dans/de l'Espace Public. La présentation de Julien Bernard sur les transactions affectives dans le cadre d'une analyse des métiers des pompes funèbres est rentrée en interaction dialogique avec les travaux de Jean Foucart sur l'apport d'une sociologie de la transaction sociale pour la compréhension des populations précaires et/ou en souffrance et la mise en place d'un travail social portant sur la fluidité sociale. La fécondité scientifique de cette journée d'échanges a permis d'envisager une intégration de plusieurs communications à un dossier spécial « Transactions sociales » à paraître dans le numéro 2009-1 de la revue *Pensée plurielle* (De Boeck Université).

Christophe Gibout
christophe.gibout@univ-littoral.fr

Le Comité de recherche n°29 Science, innovations technologiques et sociétés

À la fin des années 1980, l'AISLF a créé un groupe de travail sur les sciences et l'innovation technologique, sous l'impulsion de chercheurs tels que Tufan Orel. Il s'agissait de traiter des questions relevant surtout d'une sociologie des techniques et des activités de conception avec une réflexion sur la place des technologies dans les sociétés contemporaines. Après avoir connu une certaine activité, ce groupe s'est démobilisé, à tel point que le bureau de l'association a lancé en 1998 un appel à de bonnes volontés pour le relancer. J'ai proposé d'assumer cette tâche en m'appuyant sur les développements importants qu'avait connus la sociologie des sciences et de l'innovation dans les années 1980 et 1990. J'ai contacté différents collègues reconnus dans ce domaine (Terry Shinn, Yves Gingras, Benoît Godin, Bruno Latour, Jean-Michel Berthelot) et je me suis rendu compte que beaucoup de gens, et en particulier de nombreux jeunes chercheurs, étaient intéressés par la possibilité de discuter en français des questions relatives aux sciences, aux techniques et à l'innovation. Il fut donc facile d'organiser un groupe de discussion électronique (SITSOC) et de lancer une dynamique collective qui a trouvé sa première expression publique avec le congrès de Québec en 2000. Le groupe de travail y organisait 9 sessions avec une trentaine de communications. La quasi-totalité des participants étaient de nouveaux membres. Une session d'organisation permettait de constituer un groupe d'animation comprenant entre autres Olivier Martin, Michel Dubois, Pablo Kreimer, Alain Jeantet. Cette petite communauté s'est ensuite développée de façon régulière avec des premières journées d'études à Dijon en 2003 (organisées par Pascal Ragouet et le département de sociologie de cette université), puis les sessions du congrès de Tours en 2004, après lesquelles le « groupe thématique » est devenu « Comité de recherche » (le CR29), le colloque « Sociologie des arts, sociologie des sciences » à Toulouse en novembre 2004 (co-organisé avec le CR18, « Sociologie de l'Art » et le GDR « OPUS »), et enfin les deuxièmes journées d'études, organisées à Grenoble par



Dominique Vinck et l'équipe du CRISTO. Pour le congrès d'Istanbul, le CR29 a reçu une cinquantaine de propositions. 7 sessions se tiendront avec une quarantaine de communications.

Entre la mise en sommeil de la première incarnation du groupe de travail et sa renaissance, la recherche de ce domaine a intégré tous les apports de la sociologie empirique des sciences et de l'innovation sur laquelle il faut revenir un petit peu.

La sociologie des sciences n'est pas nouvelle. Si l'idée selon laquelle la science est une activité sociale est assez ancienne, on considère en général que la sociologie des sciences se structure comme champ de recherche ayant une certaine autonomie dans les années 1950, sous l'impulsion de Robert Merton, qui avait fait une thèse sur les rapports entre sciences, techniques et société à la fin des années 1930(1). Les sociologues doivent alors se faire une place entre une philosophie des sciences en plein essor avec des figures comme Bachelard, Carnap et Popper, et une histoire des sciences qui était déjà structurée avec ses revues (*Isis*, *Osiris*) et des auteurs comme Georges Sarton (avec qui Merton avait travaillé lors de ses études à Harvard) ou Alexandre Koyré. La programme élaboré par Merton laisse aux philosophes et historiens la question des contenus pour se centrer sur les motivations de la recherche scientifique, les processus sociaux de vérification, d'acceptation ou de rejet des théories scientifiques, les carrières des chercheurs, le système des récompenses scientifiques. Au-delà de Merton et de ses collaborateurs (Harriet Zuckermann, Stephen et Jonathan Cole), se met en place, avec des auteurs comme Derek de Solla Price, inspirateur des méthodes de bibliométrie, Joseph Ben-David, William Kornhauser, ou Warren Hagstrom, un ensemble de recherches que l'on qualifie actuellement de sociologie institutionnelle des sciences, dans le sens où les chercheurs s'y efforcent de caractériser la



science comme institution sociale, avec ses normes spécifiques.

Après une période très active, ce programme va se trouver bouleversé par des changements dans les disciplines connexes, à la suite des travaux de l'historien des sciences Thomas Kuhn (*La structure des révolutions scientifiques*, 1962). Sur la base de recherches en histoires des sciences, Thomas Kuhn remet en cause de façon très fondamentale les théories dominantes en philosophie des sciences, en contestant le caractère rationnel de la résolution des controverses scientifiques. Ces travaux ouvrent un espace nouveau aux sociologues des sciences. Dans un premier temps, certains d'entre eux vont s'intéresser au processus de formation des disciplines (Mullins, Mulkay et Edge) comme objet associant des logiques à la fois sociales et cognitives. Ces chercheurs essaient de tirer parti à la fois des acquis de la sociologie institutionnelle des sciences et des perspectives ouvertes par Kuhn. Mais très vite, d'autres chercheurs, notamment britanniques, élaborent un nouveau programme, en rupture avec celui de Merton : c'est le programme « fort » formulé par David Bloor en 1974. Il s'agit ici d'expliquer contenus scientifiques par des facteurs sociaux. L'une des bases du programme fort est le principe de symétrie, qui consiste à étudier les controverses scientifiques passées sans tenir compte de leur issue et sans supposer que cette issue est le fruit d'une supériorité scientifique d'une théorie sur une autre. Les travaux sur les controverses se multiplient en Grande-Bretagne (Donald Mac Kenzie, John Farley et Gerald Geison, Steven Shapin). À la même époque en Allemagne, des auteurs inspirés de Jürgen Habermas théorisent les rapports entre la recherche scientifique et la demande sociale (entre autres Gernot Böhme, Wolfgang Van Den Daele, Wolfgang Krohn, Wolf Schäfer, Peter Weingart).

À la fin des années 1970, une nouvelle évolution s'amorce avec des travaux de type ethnographique sur le travail de laboratoire (Bruno Latour et Steve Woolgar, Karen Knorr-Cetina, Michael Lynch) qui cherchent à comprendre « la science en train de se faire ». Cette approche va donner lieu à beaucoup de travaux dans les années 1980. Bruno Latour a

cherché à développer avec Michel Callon, Antoine Hennion, Madeleine Akrich et d'autres chercheurs français une approche originale intégrant les « non-humains » à l'analyse sociologique. La notion de symétrie élargie cherche à sortir des approches sociologistes pour analyser la façon dont les énoncés scientifiques intègrent à la fois des rapports sociaux et des ingrédients « non-humains ». Cette approche a connu un certain succès sous la désignation de « théorie de l'acteur-réseau » (« Actor-Network-Theory »). Les travaux sur les controverses et sur les laboratoires sont mobilisés dans des débats sur le relativisme, notamment par tous les courants que l'on qualifie de « cultural studies » aux États-Unis. À tel point que certains d'entre eux feront l'objet d'une sorte de contre-attaque par des physiciens défenseurs de la rationalité scientifique (Alan Sokal, Jean Bricmont) dans ce que certains ont appelé la « guerre des sciences » (« sciences war » en anglais ...). Certains grands sociologues français formés à la philosophie (Raymond Boudon, Pierre Bourdieu) s'en sont aussi pris à cette tendance « relativiste », représentée à leurs yeux par un auteur comme Bruno Latour. Yves Gingras a attaqué le même auteur sous un autre angle l'accusant de dissimuler des conceptions réalistes sous une rhétorique constructiviste. La fin des années 1990 et les années 2000 ont vu migrer de nombreux sociologues des sciences vedettes des années 1980 vers la sociologie économique (Callon, Woolgar, Knorr-Cetina, etc.), cherchant à transposer dans ce domaine des idées formulées en sociologie des sciences.

L'apparition des travaux sur les controverses et sur les laboratoires n'ont pas empêché les recherches sur les institutions scientifiques de se poursuivre avec vigueur, aussi bien aux États-Unis (Henry Etzkowitz, Remi Lenoir), qu'en France (Gérard Lemaine, Terry Shinn) ou au Québec (Camille Limoges, Yves Gingras). Dans les années 1990, la question des institutions scientifiques revient au premier plan à cause de la prise de conscience par les sociologues des sciences d'une évolution historique perceptible dès le milieu des années 1980, la stagnation des financements étatiques et la croissance des financements privés. Cette évolution a donné lieu à des interprétations

contradictoires, certains y voyant un changement majeur (Michael Gibbons *et alii*, thèse dite du « mode 2 »), d'autres une simple évolution après bien d'autres (Godin, Weingart). Lorsque nous avons relancé le groupe de travail de l'AISLF, nous étions conscients de toute cette histoire et aussi de l'importance des communautés anglophones dans le domaine (Society for Social Studies of Science, European Association for the Study of Science and Technology). Compte-tenu de la charge idéologique des débats théoriques de l'époque, nous avons choisi de privilégier les contributions ayant une base empirique, l'idée étant que des chercheurs engagés dans des orientations théoriques différentes pourraient ainsi dialoguer plus sereinement. Nous cherchions aussi à



privilégier des travaux inscrits dans la spécialité par rapport à des réflexions plus généralistes sur les rapports entre science et société. Nous avons par ailleurs cherché à ouvrir le groupe à des non-sociologues, historiens, chercheurs en information et communication, économistes,

notamment lors des journées d'études intermédiaires entre les congrès de l'association, et enfin à intégrer le plus possible les travaux consacrés aux techniques. En effet, la sociologie des techniques et des enseignements techniques fait pleinement partie du domaine couvert par notre comité de recherche, à travers le thème de l'innovation.

Les thèmes traités au sein du groupe vont des analyses d'institutions scientifiques aux études de laboratoires, en passant par les travaux sur les techniques ou l'innovation. Depuis quelques années, on voit se développer des travaux tentant d'intégrer les acquis des études « classiques » de laboratoires (pratiques, instrumentation, construction des énoncés, etc.) et des analyses relevant plus des dimensions « institutionnelles » (disciplines, spécialités,

professions, systèmes de recherche), organisationnelles (origine des financements, modes d'organisation interne), voire plus sociétales (lien avec divers acteurs collectifs externes). De leur côté, les travaux sur les institutions scientifiques sont parcourus de nouvelles interrogations faisant écho aux mouvements sociaux concernant le système de recherche français, le cadre international du groupe permettant de mettre en perspective certaines de ces interrogations sur la base de comparaisons internationales. Les controverses environnementales ont suscité une série de recherches passionnantes sur l'expertise et les liens entre science et politique. Les activités de conception ou la place des objets techniques dans l'activité de travail et au-delà font l'objet de nombreuses contributions, surtout depuis les journées d'études de Dijon en 2003. Les problématiques vont d'une sociologie du travail attentive aux outils et aux cadres matériels à une sociologie des objets techniques inspirée des travaux sur les réseaux socio-techniques. Les activités d'innovation sont aussi abordées à travers les thèmes des systèmes locaux, des créations d'entreprises innovantes, et des politiques censées favoriser l'innovation.

Sur tous ces thèmes, les sociologues du comité apportent un regard spécifique qui renouvelle les analyses de nos collègues économistes, gestionnaires ou géographes. Le comité accueille aussi des travaux sur les enseignements techniques, nourris des acquis issus des recherches sur les ingénieurs. Enfin, l'une des orientations les plus récentes consiste à mieux explorer les liens entre enseignement supérieur et recherche, notamment par l'intermédiaire de liens amorcés récemment avec le Réseau d'Etudes de l'Enseignement Supérieur (RESUP).

Actuellement, le comité de recherche 29 compte plus d'une centaine de membres assez bien répartis dans la francophonie autour des pôles que constituent Montréal (équipe de Yves Gingras, travaux de Benoît Godin), Grenoble (équipe animée par Dominique Vinck), Paris (Olivier Martin, Michel Dubois, Terry Shinn, André Grelon), Lausanne (Martin Benninghoff et l'équipe de Jean-Philippe Leresche, Philippe Losego), Buenos Aires (Pablo Kreimer) et Toulouse (Marie-Pierre Bès, Béatrice Milard,

Pascal Ducournau, Muriel Lefebvre et l'auteur de ces lignes). Dominique Vinck et moi sommes impliqués dans l'animation de la Société d'Anthropologie des Connaissances, et de la revue du même nom qui accueille régulièrement des contributions de membres du comité de recherche.

Ce comité s'est avéré constituer un espace précieux pour les jeunes chercheurs, une communauté à taille humaine permettant de mûrir des idées de façon plus approfondie que lors des congrès des grandes associations anglophones, que la plupart des membres du comité fréquentent aussi.

Michel Grossetti
rgros@univ-tlse2.fr

Note

(1) Pour s'informer sur le domaine voir Michel Dubois, *Introduction à la sociologie des sciences*, PUF, 1999, Olivier Martin, *Sociologie des sciences*, Nathan, Coll. 128, 2000 et Dominique Vinck, *Sciences et société. Sociologie du travail scientifique*, A. Colin, Coll. "U", 2007.



Informations éditoriales

La *Lettre* de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française est adressée
- à tous ses membres, soit par voie électronique, soit par voie postale
- à ses partenaires institutionnels ou scientifiques

Responsable éditorial :
Monique Hirschhorn

Conception :
Sophie Le Garrec

Réalisation :
Odile Saint Raymond

Contact : <aislf@univ-tlse2.fr>
Site Internet : <www.aislf.org>

Retrouvez la *Lettre* sur notre site Internet :
www.aislf.org

Dossier : La sociologie turque

La vocation de la sociologie en Turquie : une tradition entre mémoire et oubli

En Turquie, la sociologie a fait ses premiers pas il y a une centaine d'années. Il est possible de distinguer trois grandes périodes dans le développement de la sociologie turque : une période de fondation (1890-1940), une période de légitimité contestée (1940-1970) et une période d'expansion rapide (1970-2008).

1890-1940 : une période de fondation

À ses débuts, la sociologie turque a été sous l'influence d'Auguste Comte et de Durkheim et, dans une moindre mesure, d'autres penseurs français comme Tarde, Le Play, Bouglé, Le Bon et Demoulin. Le fondateur de la sociologie turque, Ziya Gökalp, a commencé à enseigner la sociologie à partir de 1911. La première chaire de sociologie est créée à l'Université d'Istanbul, en 1914, à peu de distance de la première chaire de sociologie française, occupée par Durkheim dès 1913 à la Sorbonne. La fondation de cette chaire est suivie par celle de l'Institut de sociologie et par la création de la première revue de sociologie (*İçtimaiyat Mecmuası* - *La Revue de la sociologie* (1917)). Dès 1924, la sociologie est enseignée dans les lycées. Selon Emre Kongar, la sociologie turque a été au départ marquée par le projet de créer une nouvelle société. Les penseurs de cette époque, en particulier Ziya Gökalp, se donnaient pour mission de faire connaître cette nouvelle science en l'engageant au service de la construction d'une société laïque moderne. Les travaux sociologiques de cette époque étaient plutôt des travaux théoriques influencés par la philosophie, la science politique et le souci d'éducation (1).

Les pères fondateurs de la sociologie turque étaient des intellectuels qui cherchaient désespérément des solutions rationnelles aux problèmes sociaux et politiques nés de l'inévitable désintégration de l'Empire Ottoman. Ils pensaient que cette nouvelle science était

porteuse d'un nouveau regard et de nouvelles méthodes susceptibles d'inspirer des remèdes aux problèmes de la société turque. Devant la montée en puissance des pays européens et la désintégration de l'Empire, la sociologie apparaissait comme un recours rationnel, une promesse d'efficacité, un espoir de nouvelle légitimité. La première sociologie turque avait constamment en vue l'intérêt public. Les mesures prises pour éviter l'écroulement de l'Empire Ottoman, n'avaient pas donné de résultats. Devant l'échec, le Prince Sabahattin, un des fondateurs de la sociologie turque, affirme : « Tant que notre mal n'aura pas reçu un diagnostic scientifique, la réforme ne sera pas possible » (2). Ces pères fondateurs avaient été éduqués dans les institutions modernes de l'Empire ou en Europe. Ils parlaient parfaitement une langue étrangère, majoritairement le français.

Durant cette première période, les sociologues se sont pour l'essentiel rassemblés au sein de l'Université d'Istanbul. Fondée en 1933, celle-ci a facilité l'institutionnalisation de la nouvelle discipline. La sociologie turque n'a pas eu à se frayer un difficile chemin dans d'anciennes institutions réticentes, comme cela a parfois été le cas en Europe. L'influence notable de la sociologie française est passée par l'École d'Istanbul. Ziya Gökalp (1876-1924) et le Prince Sabahattin (1879-1948) sont les deux figures emblématiques principales de ce premier foyer turc de la sociologie, à côté desquelles il faut mentionner Hilmi Ziya Ülken (1910-1974), Ziyaeddin Fahri Findikoglu (1901-1974) et Nurettin Sazi Kösemihal (1901-1972).

Gökalp était le représentant de la sociologie durkheimienne, tandis que le Prince Sabahattin s'inspirait surtout de la sociologie expérimentale de Le Play. Selon Kaçmazolu, Gökalp s'est orienté vers la sociologie parce qu'il voulait résoudre grâce à elle les problèmes d'une société en crise (3). Les pères fondateurs de la sociologie turque étaient directement liés à la politique. Ziya Gökalp était député et aussi conseiller d'Atatürk et de plusieurs personnalités politiques importantes de l'époque ; Atatürk parlait de lui comme du père de ses idées. Prince Sabahattin était pour sa part impliqué dans le mouvement de Jeunes turcs. En 1933, l'Association des Sociologues Turcs organise son premier congrès national.

1940-1970 : une période de légitimité contestée

Le second département de sociologie de Turquie a été ouvert au sein de la Faculté de Langue, d'Histoire et de Géographie de l'Université d'Ankara, en 1939. La deuxième période de la sociologie turque est caractérisée par la domination de l'École d'Ankara. Celle-ci, qui s'est d'emblée inspirée de la sociologie américaine, a introduit une méthodologie et des thèmes nouveaux. Les figures principales de cette École sont Muzaffer Serif Basoglu (1906-1988), Niyazi Berkes (1908-1988) et Behice Boran (1910-1987). Les motivations centrales de ces sociologues formés aux États-Unis ressemblaient de près à celle des pères fondateurs de la sociologie. Ils cherchaient à résoudre les problèmes de leur pays par le biais de la sociologie (4). On leur doit des études empiriques de sociologie urbaine, de sociologie rurale, de sociologie industrielle et de sociologie économique. La plus importante contribution de l'École d'Ankara à la sociologie turque sont des travaux de terrain qui cherchaient à décrire la réalité sociale avec une certaine précision.



Après moins de dix ans de ce type de fonctionnement, le département a finalement été combattu par le pouvoir et fermé en 1948. Certains sociologues ont été obligés de quitter leur pays pour continuer à travailler à l'étranger. La fermeture du département d'Ankara et l'exclusion de ses membres de l'Université a marqué profondément le monde sociologique. Après cette persécution collective et son cortège de drames personnels, la sociologie ne retrouvera sa place à Ankara qu'en 1956, au sein d'une nouvelle institution, l'Université Technique du Moyen Orient, fondée avec un important soutien américain.

Les années 1950-60 ont été une période d'infertilité. Les recherches et les analyses ont été très limitées. Selon Emre Kongar, les sociologues turcs n'ont pu recommencer à faire

des travaux de terrain que quinze ans environ après la fermeture du département d'Ankara, c'est-à-dire vers le milieu des années 1960 (5). On peut même dire que la sociologie turque a vécu une phase d'intermittence et même de régression.

Après le coup d'État de 1960, les travaux sociologiques, universitaires ou non, se sont multipliés. Les chercheurs en sciences sociales ont notamment mis à profit les données recueillies, à partir de 1960, par le Haut Commissariat au Plan. Les figures emblématiques de cette période sont Mübeccel Kiray (1923-2007), Cavit Tütengil (1921-1979) et Ibrahim Yasa (1911-1993), auxquelles on peut ajouter Rusen Keles, Serif Mardin et Oguz Ari. Tous ont réalisé de remarquables recherches empiriques. Signalons également la sociologue Mübeccel Kiray, qui occupe une place exceptionnelle dans cette floraison de travaux des années 1960.

Jusqu'au milieu des années 1980, le développement de la sociologie a été lourdement dépendant du politique ; plusieurs fois, il a été interrompu en raison des crises politiques. Ces interruptions du développement de la sociologie sont liées à la fois aux tensions de la société turque et à la nature de la discipline. Comme le souligne Pierre Bourdieu, la sociologie est une science spécialement difficile et improbable. Ses objets sont souvent des enjeux de luttes ; tels acteurs ont avantage à occulter la réalité tandis que d'autres, dont les sociologues, ont tendance à la révéler, parfois en prenant des risques importants (6). La sociologie pose fréquemment des questions dérangeantes. Si elle est si souvent rejetée ou regardée avec méfiance, c'est peut-être aussi parce qu'elle cherche, comme le suggère Alain Touraine, à saisir le feu de la société, à comprendre le mouvement par lequel une société se commande elle-même, sans pour autant recourir à une explication méta-sociale (7).

1970-2008 : une période d'expansion rapide

Malgré l'interruption due à l'intervention militaire de 1971, les années 1970 ont été marquées par la création de nombreux départements de sociologie et notamment par la fondation du département de sociologie de l'Université Boaziçi, premier département stambouliote sous l'influence de la sociologie américaine. Le coup

d'État de 1980 a interrompu une nouvelle fois le mouvement ascendant. Parmi les professeurs expulsés de l'Université figuraient évidemment des sociologues.

Cette troisième période est encore caractérisée par la domination de la sociologie américaine et par les travaux des chercheurs qui oeuvrent au sein des départements de sociologie de l'Université Boaziçi d'Istanbul et de l'Université Technique du Moyen Orient d'Ankara. Vers la fin des années 1990, la fondation du département francophone de sociologie de l'Université Galatasaray contribue au développement des échanges entre sociologues francophones et sociologues turcs. Elle accentue la présence de la sociologie française, et en particulier du courant tourainien.

La capacité d'action de la société turque sur elle-même s'est accrue au cours des trois dernières décennies. À partir des années 1980, les études sociologiques ont commencé à prendre en considération les acteurs oubliés ou négligés par la modernité en raison de leur appartenance ethnique, religieuse ou sexuelle. Les islamistes, les femmes, les minorités ethniques ou religieuses, les homosexuels ont été mis à l'agenda des sciences sociales. Aujourd'hui, ces thèmes sont toujours vivaces ; se sont ajoutés notamment les questions de l'émigration et de la violence.

À l'heure actuelle, il existe plus de trente départements de sociologie en Turquie. Le nombre des centres de recherche et des instituts ainsi que le nombre des institutions pluridisciplinaires spécialisées sur des questions sociales particulières comme la question féminine ou les migrations sont en augmentation.

Malgré les possibilités limitées de recrutement des sociologues, le nombre des départements de sociologie ne cesse de croître. Le fait que le diplôme de sociologie n'est pas très valorisé sur le marché du travail contribue sans doute à la féminisation de la discipline. Dans un pays comme la Turquie, les départements de sociologie sont plutôt choisis par les filles qui

pensent toujours qu'elles ne seront appelées à subvenir que secondairement aux besoins de leur future famille.

Les liens internationaux

Sur le plan international, les sociologues turcs suivent principalement les congrès de l'Association Internationale de Sociologie. Ils ont accueilli, en 1952, le XV^{ème} Congrès International de Sociologie de l'Association Internationale de Sociologie. Le Département de Sociologie de l'Université Galatasaray accueille à Istanbul, en juillet 2008, le XVIII^{ème} Congrès International de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française, ce qui sera le deuxième grand événement sociologique international dans notre pays.

La recherche et l'enseignement

La recherche sociologique en Turquie est obligatoirement liée à l'enseignement, car la sociologie n'est pas professionnalisée. Les sociologues sont des universitaires. À part quelques établissements publics comme le Haut Commissariat au Plan ou quelques fondations comme la Fondation des Études Économiques et Sociales, il n'y a pas de structure

susceptible d'engager des sociologues comme chercheurs. Les centres de recherche sont également liés aux universités. Les chercheurs qui y travaillent assument aussi des charges d'enseignement et des directions de thèses.

L'image de la sociologie

L'image du sociologue, dans l'opinion publique turque, est ambiguë. D'un côté il est le savant par excellence, un voyant, un homme qui sait tout même si ses interventions ne sont pas toujours très bien comprises par le public. De l'autre, c'est un homme qui inspire la méfiance, parce qu'il dévoile ce qui est censuré, ce qui est refoulé dans la société.

Le poids accru des médias et de l'État a bénéficié aux sociologues. Ceux-ci sont de plus en plus consultés comme experts. Les autorités publiques prennent davantage en considération les résultats des recherches sociologiques ou commandent même des enquêtes pour trouver les solutions aux problèmes de la société.



Récemment, deux recherches dont les thèmes touchent profondément l'intérêt public – les crimes d'honneur et la violence à l'école – ont été soutenues financièrement par les ministères concernés.

Ceci dit, la sociologie reste une discipline à l'identité incertaine. Son « image » est floue, les contours de son domaine imprécis, la spécificité de sa démarche mal perçue ; et l'on ne sait toujours pas très bien en quoi consiste, clairement et distinctement, « le métier » de sociologue (8).

Problème de langue

Un des plus grands problèmes de la sociologie turque d'aujourd'hui réside dans son incapacité à développer une sociologie en langue turque. Les sociologues turcs qui sont formés à l'étranger et qui travaillent dans les meilleurs établissements enseignent dans une langue étrangère.

Dans la majorité des universités, l'enseignement de la sociologie se fait en anglais. Par exemple, sur huit départements de sociologie à Istanbul, cinq sont anglophones et un francophone. Il n'y a donc que deux départements où l'enseignement est en turc. De plus, pour la majorité des cours, les lectures conseillées aux étudiants sont en langue étrangère et souvent centrées sur la réalité sociale d'autres pays.

Par ailleurs, les universitaires turcs sont encouragés à faire leurs publications en langue étrangère. Les jurys d'habilitation et de candidature à un poste de professeur d'université survalorisent les publications en langue étrangère, plus particulièrement celles effectuées dans des revues indexées (notamment par le 'Science Citation Index Expanded', le 'Social Sciences Citation Index' ou l' 'Arts & Humanities Citation Index') ; ils survalorisent aussi les interventions dans des colloques internationaux. Les fondations qui soutiennent les universités publiques encouragent les publications des universitaires dans ces revues en leur offrant un soutien financier. L'Institution de l'Éducation Supérieure (YÖK) soutient également ce type de publications. Elle offre la possibilité de limiter le nombre d'étudiants des départements dont les membres ont fait suffisamment de

publications dans des revues bien cotées. Comme il existe très peu de revues turcophones de sociologie citées dans ces index, la majorité des universitaires turcs produisent des recherches pour un public étranger ou pour un public d'élite capable de suivre ces publications et de lire dans une langue étrangère.

La mémoire

Au plan national, la sociologie turque est une sociologie qui ignore son passé. Dans les meilleurs départements de sociologie du pays, anglophones ou francophone, qui recrutent les meilleurs étudiants, l'histoire de la sociologie turque ou les oeuvres des sociologues fondateurs ne sont pas ou peu enseignés.

Le nombre de recherches biographiques ou de travaux monographiques réalisés sur les sociologues turcs est très limité. Ni les précurseurs de la sociologie turque ni sa préhistoire ne sont bien connus. Cela ne fait pas partie du bagage sociologique. Les maîtres de la pensée sociologique turque sont tombés dans l'oubli. Même si leur nom est connu, ils ne fécondent plus la réflexion des sociologues contemporains. Cette rupture entre les réflexivités sociologiques passée et présente ressemble à une amnésie volontaire. La sociologie turque s'est coupée de son passé ; elle a abandonné le travail de réinterprétation permanente qui assure le dialogue avec le passé.



Au plan international, les travaux des sociologues turcs sont peu connus, voire ignorés. Malgré son institutionnalisation précoce au sein de l'Université, la sociologie turque n'a pas su développer des méthodes de recherche ou des concepts acceptés par les chercheurs d'autres pays.

Cette faiblesse de la discipline sur le plan scientifique international est parfois expliquée par les relations entre centre et périphérie. Selon Ayse Durakbasa, la Turquie est un pays périphérique où la production de la connaissance est conditionnée par un centre extérieur (9). L'autre explication est celle de l'interruption

successive du développement de la discipline par les crises politiques. Selon les historiens, si la sociologie turque s'est bornée pendant longtemps à transmettre le savoir scientifique produit ailleurs, en particulier en Europe et aux États-Unis, cela est attribuable à la présence occidentale dans l'origine de la sociologie.

En guise de conclusion

La révolution démocratique et la révolution industrielle ont stimulé l'émergence de la sociologie. Ces deux effervescences incubatrices ont atteint la Turquie avec un certain décalage, encourageant les premiers sociologues turcs à emprunter largement aux fondateurs occidentaux de la sociologie. Dans ce sens, il est normal de parler d'une transmission de savoir entre le centre et la périphérie, entre l'Occident et l'Orient et ou entre le Nord et le Sud.

Nous pensons que cette relation de transmission très asymétrique entre le centre et la périphérie ou entre le Nord et le Sud est en train de changer. Aujourd'hui, les sociétés du Sud vivent des changements aussi profonds et rapides que les sociétés du Nord. Marquées par les affirmations religieuses, par l'émigration, par l'urbanisation et par l'industrialisation, ces sociétés ont accru considérablement leur capacité d'action sur elles-mêmes. Toutes les grandes métropoles du monde font maintenant des expériences multiculturelles analogues. Par ailleurs, les lois du marché d'un côté et celles de la communauté de l'autre menacent les individus, quelle que soit leur culture d'appartenance. Les sociologues des pays du Sud, de la même façon que ceux du Nord, se voient contraints de développer de nouveaux outils d'analyse afin de comprendre leurs sociétés en mutation. Ils ne peuvent plus se contenter d'une transmission d'un savoir produit ailleurs. Cette transformation de la relation asymétrique dans la transmission du savoir sociologique est en cours, ce qui se manifeste par une meilleure diffusion internationale de certains travaux.

Ipek Merçil

Bibliographie

BOURDIEU P., *Questions de sociologie*, Paris, Les Editions de Minuit, 1984
ÇELIK M., "Bir Akademisyen olarak Behice Boran", *Biografya*, No. 2, 2002

DURAKBASA A., "Türkiye'de Sosyoloji'nin Kuruluşu ve Comte-Durkheim Gelenegi", in *Sosyal Bilimleri Yeniden Düşünmek*, İstanbul, Metis Yayinlari, 1998

KAÇMAZOLU B., *Türk Sosyoloji Tarihi Üzerine Arastirmalar*, İstanbul, Birey Yayıncılık, 2002

KONGAR E., *Türk Toplum Bilimcileri I*, İstanbul, Remzi Kitabevi, 2003

KÖSEMOHAL N.S., "La naissance et l'évolution de la sociologie turque", in H. Z. ÜLKEN, *Actes du XVème Congrès International de Sociologie*, Vol. II, İstanbul, Imprimeries des facultés, 1952

NALBANTOLU H.Ü., "Bir Toplum Bilimcinin Geçmiş Portresine Doru", *Biografya*, No. 2, 2002

SIMON P. J., *Histoire de la sociologie*, Paris, PUF, 1991

TOURAINÉ A., *Pour la sociologie*, Paris, Éditions du Seuil, 1974

Une première version de cet article a été publiée dans la revue de la Faculté des sciences et Lettres de l'Université Galatasaray Lapsus



Notes

1. E. KONGAR, *Türk Toplum Bilimcileri I*, İstanbul, Remzi Kitabevi, 2003, p. 14.
2. N. S. KÖSEMOHAL, "La naissance et l'évolution de la sociologie turque" in H.Z.ÜLKEN, *Actes du XVème Congrès International de Sociologie*, Vol. II, İstanbul, Imprimeries des facultés, 1952, pp. 197-202.
3. B. KAÇMAZOLU, *Türk Sosyoloji Tarihi Üzerine Arastirmalar*, İstanbul, Birey Yayıncılık, 2002, p. 12.
4. Bu konuda Bkz. M. ÇELIK, "Bir Akademisyen olarak Behice Boran", *Biografya*, No. 2., 2002, p. 41 ; H. ÜNAL NALBANTOGLU, "Bir Toplum Bilimcinin Geçmiş Portresine Dogru", *Biografya*, No. 2, 2002, p. 134.
5. E. KONGAR, *Türk Toplum Bilimcileri I*, İstanbul Remzi Kitabevi, 2003, p. 16.
6. P. BOURDIEU, *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1984, p. 21.
7. A. TOURAINÉ, *Pour la sociologie*, Paris, Éditions du Seuil, 1974, p. 15.
8. P. J. SIMON, *Histoire de la sociologie*, Paris, PUF, 1991, p. 8.
9. A. DURAKBASA, "Türkiye'de Sosyoloji'nin Kurulu_u ve Comte-Durkheim Gelenegi", in *Sosyal Bilimleri Yeniden Düşünmek*, İstanbul, Metis Yayinlari, 1998, p. 109.

Informations diverses

Dynamique des CR et des GT de l' AISLF

Deux nouveaux Groupes de travail viennent d'être créés à l' AISLF, et un Comité de recherche se renouvelle.

Le nouveau GT9 « Biotechnologies et destin de l'humain »

Ce Groupe de travail inscrira sa réflexion dans le débat de fond sur les greffes d'organes, les greffes tissulaires, les xéno-greffes, la FIV, la procréation médicalement assistée, mais aussi sur l'ensemble des manipulations biogénétiques qui produiront à terme une modification d'une partie du « vivant humain » : clonage, ectogénèse, parthénogénèse etc. Si on ne doit pas sous estimer l'importance des objectifs médico-thérapeutiques de ces diverses interventions, celles-ci, toutefois, comportent leurs zones d'ombre. À la complexité des interrogations soulevées par les manipulations cellulaires, il ne peut y avoir de réponses univoques. Les termes du positivisme scientifique qui ont infiltré la médecine et la biogénétique ont fait du biologique, dans le dernier tiers du xx^e siècle, un des primats d'une forme de certitude concernant le savoir et le possible. Comment ce primat du biologique atteint-il nos représentations du corps humain et corollairement du sujet humain ? Jusqu'à quel point se substituera-t-il au principe ontologique de l'auto-crédation de la pensée, du psychisme, et du langage ? Fera-t-il de l'humain un être définitivement « rivé au corps » (Levinas) ?

Outre les enjeux éthiques et juridiques considérables rencontrés par le développement de la biogénétique, et les difficultés de baliser ce nouveau champ scientifico-médical, le GT abordera les rapports entre substrat biologique et registre de l'anthropologico-symbolique : statut juridique du « vivant humain » ; limites incertaines entre la vie, la vie virtuelle, et la mort ; soumission de la matière cellulaire et de

l'embryon humain à une finalité instrumentale (expérimentation, médicament, absolu du désir parental, etc.) ; technologisation du corps humain ; effacement de la différence des sexes ; transgressions de plusieurs repères du travail immémorial de la culture.

La première assemblée et la première manifestation scientifique du GT se dérouleront à l'occasion du Congrès d'Istanbul

Contact : Isabelle LASVERGNAS
lasvergnas.isabelle@uqam.ca

Le nouveau GT11 « Petit entrepreneuriat et développement local »

Le nouveau GT s'appuie sur un réseau associant depuis 2005 des chercheurs algériens, marocains, tunisiens et français, dans le but de l'ouvrir entre les membres de l' AISLF, tant sur l'ensemble du Maghreb que sur d'autres aires géographiques, notamment et entre autres l'Afrique francophone, afin de privilégier une approche et des méthodologies de sociologie comparative, particulièrement appropriée à la dimension de mise à l'épreuve du lien social par la diversité des cultures.

La question traitée sera celle de la micro et petite entreprise et de la petite initiative privée (auto-emploi, petits métiers, artisanat, PME), comme vecteur de lien social dans ses modes spécifiques d'implication et de régulation du rapport social et de la tradition culturelle. Les États y voient une alternative « moderne » à la défaillance de l'emploi et à la panne du salariat ; les institutions internationales et les praticiens du développement la considèrent comme un nouvel agent – acteur – du développement économique local ; et enfin les populations utilisent l'indépendance professionnelle et la mise à son compte comme une seconde chance dans la lutte pour la survie ou face à la crise du diplôme. Les sociologues doivent s'inscrire dans ce débat pour mieux comprendre les modalités de construction et d'utilité sociale de la MPE dans un contexte mondialisé.

Il faut réinterroger les nouvelles politiques économiques, sociales et culturelles des États, au regard des réponses au quotidien apportées par des populations de micro ou petits entrepreneurs le plus souvent cantonnés dans les marges de la débrouille, et que la modernité élève désormais au rang d'acteurs.

Les travaux de ce GT s'orienteront dans trois directions principales :

- Les modes de production de la petite entreprise :
- L'impact des institutions tant nationales qu'internationales sur la dynamique entrepreneuriale et le développement local.
- Le rôle de l'immigration sur la création d'entreprises et dans le développement local.

Les travaux de ces trois axes pourront s'insérer dans une réflexion plus épistémologique sur les relations établies entre cultures et développement dans le contexte de la mondialisation, de l'ouverture des économies de marché, et des diverses formes d'acculturations sociales et cultures des sociétés contemporaines. Seront particulièrement interrogées les notions de secteur dit informel, puis d'économies dites solidaires et sociales. Ces travaux démarreront dès le Congrès d'Istanbul. Il est prévu d'en publier les actes dans un ouvrage collectif, d'ici fin 2008, et d'organiser des rencontres régulières organisées à tour de rôle par les membres.

Contact : Pierre-Noël Denieuil
pierre-noeldenieuil@yahoo.fr

Renouvellement du CR02 en comité de recherche « Sociologie urbaine : villes, sociétés et action publique »

La sociologie urbaine constitue un champ important de la sociologie et, en particulier, de la sociologie en langue française. Elle figure ainsi en bonne place, aux côtés d'autres champs de la sociologie dans la plupart des manuels de sociologie en langue française ou dans les ouvrages de présentation des champs de la sociologie française contemporaine. Elle est également représentée dans les grandes associations, nationales et internationales.

Au sein de l'AISLF, la sociologie urbaine était jusqu'alors présente essentiellement dans le CR02 « Politiques et collectivités locales » (et, plus secondairement, dans le GT23 « Mobilités spatiales et fluidités sociales »). Mais cette présence, peu visible de l'extérieur, apparaissait insuffisante.

La transformation du CR02 en comité de recherche « Sociologie urbaine : villes, sociétés et action publique » pouvait combler à la fois ces manques et ces insuffisances, dans un contexte où « les questions urbaines » sont au centre de multiples travaux, débats et controverses, et dans un contexte aussi où la sociologie urbaine anglophone apparaît

beaucoup plus structurée que la sociologie urbaine francophone.

On peut présenter de façon résumée le projet scientifique autour de quatre grands objectifs :

1) Structurer le milieu de la sociologie urbaine francophone et donner une plus grande visibilité au champ de la sociologie urbaine de langue française, dans le respect de sa diversité théorique, thématique et méthodologique (ce qui suppose une ouverture vers d'autres instances de structuration du champ de la sociologie urbaine).

2) Constituer un lieu de confrontation des approches, des analyses des phénomènes urbains contemporains étudiés dans différents contextes nationaux (dans des pays « du Nord », dans des pays « du Sud », etc.) et, éventuellement, susciter des collaborations de recherche entre différents membres du CR.

3) Articuler l'étude des sociétés urbaines et celle de l'action publique locale, en mobilisant des ressources issues de la sociologie de l'action organisée et en dialoguant avec la sociologie politique et les sciences politiques.

4) Constituer un lieu d'échanges stimulant pour les doctorants et post-doctorants francophones travaillant dans le champ de la sociologie urbaine et de l'action publique locale.

À l'occasion du XVIII^e Congrès une réunion du CR02 sera consacrée à la discussion de ce nouveau programme et à la réorganisation du CR en fonction de ces objectifs. On réfléchira notamment au choix des questions qui pourraient être mises à l'ordre du jour à court terme (par exemple : « les violences urbaines », « la gentrification urbaine », « les formes de coexistence en milieu urbain », « les divisions sociales de l'espace urbain », etc.). Une séance ouverte du CR sera également consacrée à la présentation de travaux de recherche (de préférences des thèses en cours ou récentes) qui se rattachent à la nouvelle définition du CR. Par la suite, un premier colloque pourrait être organisé en 2010 sur une ou plusieurs des questions retenues.

Contacts :

Jean-Yves Authier :

Jean-Yves.Authier@univ-lyon2.fr

Alain Bourdin : bourdin@msh-paris.fr

Daniel Filatre : filatre@univ-tlse2.fr

Annick Germain : annick.germain@ucs.inrs.ca

Marie-Pierre Lefeuvre :

lefeuvre@univ-paris12.fr